

Décodage Multinationales

L'attrait suisse s'érode

Fiscalité incertaine et franc fort réduisent la compétitivité du pays, selon une étude alarmante

Richard Etienne

La part des multinationales dans le produit intérieur brut (PIB) de la Suisse ne cesse d'augmenter, en particulier dans les cantons de Genève et de Vaud, mais cet important moteur de croissance est en grand danger. Tel est le message d'une nouvelle étude publiée hier par le cabinet de conseil Boston Consulting Group (BCG) et la Chambre de commerce américano-suisse (AMCIAM). Elle est prise très au sérieux par les représentants de l'économie au bout du lac comme au Pays de Vaud.

Et pour cause: en 2010, les multinationales, suisses et étrangères, étaient à l'origine de 43% du PIB de Genève et de 41% de celui des Valdois - contre respectivement 35% et 33% dix ans plus tôt. Durant la même période, les multinationales étrangères ont augmenté leur taux d'emploi de 8% par an à Genève (contre une moyenne cantonale de 2%) et de 7% par an dans le canton de Vaud (moyenne de 1%).

Dans les deux cantons, entre 2000 et 2010, les multinationales ont créé deux tiers de tous les nouveaux emplois directs, ce qui représente 24 000 postes pour chaque canton. «Ces sociétés génèrent également d'importantes rentrées fiscales, notamment via leurs collaborateurs, qui paient aussi des impôts», rappelle Claudine Amstein, directrice de la Chambre vaudoise du commerce et de l'industrie.

Le rapport de 60 pages insiste en outre sur l'importance des deux États lémaniques pour l'économie suisse. Seuls Zurich et Berne ont des économies plus importantes et seuls Bâle et Zoug, des croissances plus fortes. L'étude note également que ces moteurs de croissance sont particulièrement diversifiés: ils se concentrent aussi bien sur les biens de consommation (Nestlé, Procter & Gamble), que les services financiers (Citigroup, HSBC), la santé (Covance, Medtronic), les biens industriels (Caterpillar, Bobst), les technologies (Hewlett-Packard, Kudelski) ou encore le négoce (Cargill). De nombreux pôles se sont ainsi formés autour du Léman.

Craintes fiscales

Ce qui n'empêche pas le président et directeur général de MCG en Suisse, Elmar Wiederin, de tonner: «Il n'y a pas de place pour l'auto-satisfaction.» Les conditions-cadres, dit-il, se détériorent et la concurrence se précise. Trois facteurs de compétitivité sont essentiels aux yeux de la cinquantaine de CFO rencontrés dans le cadre de l'enquête: productivité, coûts et impôts. La croissance du premier est à la traîne, le franc reste toujours aussi vigoureux, ce qui a un impact sur les coûts (lire ci-contre) alors que les infrastructures se détériorent. Les problèmes de mobilité et de sécurité, en plus, s'exacerbent. «Puisque les deux premiers facteurs ne s'améliorent pas en Suisse, le troisième devient plus essentiel encore», continue Elmar Wiederin.

Or, il est mis en danger. De récentes initiatives socialistes ainsi que des pressions européennes se sont attaquées aux taux d'imposition des entreprises, jugés inadéquats. Pour Bruxelles, PME et multinationales doivent être taxées équitablement. Les taux d'imposition des PME de Genève et de Vaud se montent pour l'instant à 24%, ceux des multinationales à 12%. La Chambre de commerce, d'industrie et des services de Genève et son homologue vaudoise disent tout faire pour trouver une solution.

Patrick Schriber, directeur juridique de la multinationale américaine DuPont de Nemours (700 emplois à Genève) s'en inquiète néanmoins: «Maintenir une croissance passe par le maintien de con-



Inquiétudes

Les multinationales sont l'origine de plus de 40% du PIB de Genève et du canton de Vaud.

PATRICK GILLERON/LOPIRENO

«Maintenir une croissance passe par le maintien de conditions-cadres attractives et demande une prévisibilité. Or, nous sommes aujourd'hui dans l'incertitude»

Patrick Schriber Directeur juridique de DuPont de Nemours

ditions-cadres attractives et demande une prévisibilité. Or, nous sommes aujourd'hui dans l'incertitude.»

La Suisse continue de présenter des avantages fiscaux, propose un vivier de talents uniques, une stabilité et une qualité de vie rares. Mais la concurrence se précise, de nombreux pays ont amélioré leurs conditions-cadres et offrent des structures toujours plus attractives, souvent plus proches des marchés porteurs. Et ils le font savoir: des agents de Singapour viennent régulièrement sur les bords du Léman pour promouvoir la Cité-État. Ces dix dernières années, la plupart des entreprises de négoce de Genève y ont d'ailleurs ouvert des bureaux.

L'étude met en garde contre un effet domino après la fermeture du site de Merck Serono à Genève: la perte d'une

multinationale peut provoquer celle d'autres multinationales et ainsi de suite. «Si Genève et Vaud perdent la bataille pour attirer les multinationales, les conséquences risquent d'être douloureuses», avertit le document. Au vu de la concentration des multinationales sur l'arc lémanique, les deux cantons pourraient être particulièrement affectés.

Attirer les Asiatiques

Pour éviter ce scénario catastrophe, l'étude émet des recommandations: la Suisse doit miser sur sa plus-value, l'innovation, renforcer ses coopérations régionales et attirer les multinationales asiatiques. Interrogé sur la question, le directeur de Kudelski SA, André Kudelski, estime pour sa part que la Suisse a un atout caché qu'il s'agit de

promouvoir: «De nombreuses organisations de normes internationales essentielles, comme l'UIT ou l'OPI, sont présentes à Genève. Les Chinois, qui veulent éviter que ces normes deviennent la chasse gardée des Occidentaux, ont intérêt à venir s'installer dans la région pour faire pression.»

Le message s'adresse notamment au service de la promotion économique de l'Etat de Genève. Ses représentants rencontrent régulièrement des entrepreneurs asiatiques pour les inciter à venir ouvrir des bureaux au bout du lac. Plusieurs d'entre eux, comme la Bank of China ou Nissan, se sont laissés tenter ces dernières années. Comme quoi, la bataille pour accueillir les multinationales se joue sur de nombreux fronts.

Genève, Zurich et Berne parmi les capitales les plus onéreuses

Le coût élevé de la vie est régulièrement cité par les multinationales parmi les désavantages de la Suisse. Le pays reste pourtant au sommet des classements mondiaux. Le dernier en date, publié hier par le cabinet américain de conseil Mercer, place Genève et Zurich en sixième et septième positions des cités les plus chères au monde pour les expatriés. Selon Mercer, c'est cette année Tokyo qui est la ville la plus onéreuse de la planète. La capitale japonaise relègue au second rang Luanda (Angola), arrivée en tête l'an dernier. Osaka, une autre capitale nipponne, prend la troisième place, suivie de Moscou et Genève. A l'autre bout du classement, qui prend en compte 214 grands centres urbains, on retrouve la cité pakistanaise de Karachi. Avec Tokyo, Osaka et Nagoya, le Japon domine désormais le

Les dix villes les plus chères au monde

RANG	2012	2011	VILLES	PAYS
1	2		Tokyo	Japon
2	1		Luanda	Angola
3	6		Osaka	Japon
4	4		Moscou	Russie
5	5		Genève	Suisse
6	7		Zurich	Suisse
7	8		Singapour	Singapour
8	3		N'Djamena	Tchad
9	9		Hong Kong	Chine
10	11		Nagoya	Japon

G.L. SOURCE: MERCER

top 10. Sur le plan européen, Moscou se place en tête du classement devant trois villes helvétiques, Genève, Zurich et Berne (14e). C'est à Skopje, en Macédoine, que l'on constate le coût de la vie le plus bas en Europe. La ville se classe au 207e rang mondial. Elle est précédée de Tirana (205e), en Albanie, et Sarajevo (206e), en Bosnie-Herzégovine. «Les bouleversements politiques et les turbulences économiques dans diverses parties du monde ont favorisé l'inflation et les fluctuations des marchés monétaires et de l'immobilier», selon Sebastian Karwautz. L'expert de Mercer poursuit: «En Europe, le coût de la vie a chuté dans de nombreuses villes du fait de la faiblesse de l'euro. En Amérique du Nord en revanche, la vie pour les expatriés issus de la zone euro est devenue plus chère en raison de l'envolée du dollar.» Dans le cadre de

cette étude ont été comparés les prix de plus de 200 produits et services, par exemple les loyers et les transports publics ainsi que des articles ménagers, produits alimentaires, vêtements et offres de loisirs. Les résultats de l'étude sont utilisés par les multinationales et par les gouvernements du monde entier comme base pour déterminer les indemnités destinées à compenser le coût de la vie pour leurs expatriés.

Mercer figure parmi les leaders mondiaux du conseil en ressources humaines, en externalisation et en gestion des investissements avec plus de 25 000 clients dans le monde. Ses 17 000 collaborateurs sont présents dans plus de 40 pays. En Suisse, l'entreprise compte près de 150 employés répartis sur les sites de Zurich, Genève et Nyon. R.E.T.